

Service Protection et Gestion de l'Environnement

A R R Ê T É

fixant des prescriptions particulières applicables aux travaux de confortement du quai des remparts le long de la Sereine sur la commune de Montluel

**La préfète de l'Ain
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1 et suivants, L. 214-1 et suivants, L. 216.1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 214-1 et suivants ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 7 décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mai 2013 relatif à l'organisation administrative de la police de l'eau dans le département de l'Ain ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu la déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 26 janvier 2022, présentée par la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel – Montluel 01120, représentée par son président, relative aux travaux liés au confortement du quai des remparts le long de la Sereine sur la commune de Montluel ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 4 février 2022 ;

Vu le projet d'arrêté de prescriptions particulières adressé à la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel, représenté par son président, et l'invitation lui ayant été faite de présenter ses observations sur les prescriptions envisagées, par lettre recommandée du 9 mars 2022 ;

Vu la réponse de la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel reçue le 22 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 2022 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires de l'Ain ;

Vu la décision du directeur départemental des territoires portant subdélégation de signature en matière de compétences générales en date du 3 février 2022 ;

Considérant que les articles L. 214-3, R. 214-35 et R. 214-39 du code de l'environnement permettent à tout moment à l'autorité administrative d'imposer par arrêté toutes prescriptions particulières nécessaires afin d'assurer le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions particulières afin de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les engins interviennent dans le lit de la rivière La Sereine et peuvent avoir un impact sur la population piscicole ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Ain ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

Les travaux consistent à conforter le quai des remparts, le long de la Sereine, sur la commune de Montluel.

Article 2 – Prescriptions particulières

Une pêche de sauvegarde est effectuée en début de chantier sur les zones destinées à être asséchées et des dispositifs empêchant la recolonisation par le poisson (grillage, filet) sont installés par l'entreprise aussitôt la pêche effectuée, en aval et en amont.

Pendant les travaux, les mesures suivantes devront être prises pour limiter le relargage des fines dans le cours d'eau.

Les travaux s'effectueront en « assec », afin d'éviter le relargage direct de fines dans les eaux superficielles ou souterraines, grâce au busage du cours d'eau et à la mise en place d'un batardeau. Celui-ci sera confectionné au moyen de big bags, afin d'éviter toute incidence hydraulique en cas de crue.

En aval de la zone de chantier, un dispositif de filtration, de type cages gabions remplis de pouzzolane plus géotextile, sera mis en place de façon à limiter le départ de fines liées aux terrassements. Ce dispositif sera vérifié quotidiennement et entretenu autant que besoin.

Durant la phase de chantier, toutes les précautions devront être mises en œuvre pour limiter les risques d'accidents liés à l'intervention des engins motorisés par le maître d'œuvre. Il convient notamment :

- de vérifier l'état des engins intervenant sur site (ne pas autoriser l'accès au site à des engins présentant des fuites) ;
- de privilégier les graisses, huiles et lubrifiants biodégradables ;
- de prévoir des kits anti-pollution et des produits absorbants en cas de fuite d'hydrocarbures et former le personnel à leur utilisation ;
- de limiter la quantité de carburant des engins sur site au strict nécessaire ;
- d'interdire tout stockage, même temporaire, de carburant et de produits chimiques à proximité du cours d'eau ;
- de définir une procédure d'intervention d'urgence et les moyens pour limiter l'impact d'un déversement d'hydrocarbures.

Article 3 – Non-respect des dispositions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, le bénéficiaire est passible de sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et suivants du code de l'environnement et pénales prévues aux articles L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 – Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente déclaration, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités, ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la préfète (direction départementale des territoires), conformément aux dispositions de l'article R. 214-40 du code de l'environnement.

La préfète peut imposer toutes prescriptions complémentaires nécessaires au respect des dispositions prévues aux articles L. 211-1, L. 214-1 et R. 214-32 et suivants du code de l'environnement à l'occasion de ces modifications et à tout moment sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration à la préfète, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité, en application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement.

Article 5 – Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire est tenu de déclarer à la préfète (direction départementale des territoires), dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire la préfète (direction départementale des territoires), le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui sont la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 6 – Accès aux installations

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues aux articles L. 171-1 et L. 172-1 et suivants du code de l'environnement. Cet accès concerne les aménagements autorisés par le présent arrêté.

Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent se faire communiquer et prendre copie des documents relatifs au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté, quel que soit leur support et en quelques mains qu'ils se trouvent, et qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission (articles L. 171-3 et L. 172-11 du code de l'environnement).

Article 7 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 – Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté est transmise à la commune de Montluel, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la direction départementale des territoires (DDT) par le Maire.

L'arrêté est mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État durant une période d'au moins six mois.

Article 10 – Voies et délais de recours

Cette décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, y compris par voie électronique via le site www.telerecours.fr dans les conditions fixées par l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire, dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, dans les 4 mois à compter du 1er jour de la publication ou de l'affichage du récépissé.

Les recours administratifs qui peuvent être déposés dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision prolongent les délais de recours contentieux de 2 mois.

Article 11 – Exécution

Le directeur départemental des territoires de l'Ain et le maire de la commune de Montluel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé au bénéficiaire, à titre de notification.

Une copie sera adressée :

- au chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB),
- à la fédération de l'Ain de pêche et de protection du milieu aquatique.

Fait à Bourg en Bresse, 22/03/2022

Par délégation de la préfète,
Le directeur,

Signé : Guillaume FURRI